

L'an deux mille quinze et le douze octobre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 12 OCTOBRE 2015

Date de convocation : 6 octobre 2015

Affiché le : 16 octobre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 50

Nombre de votants : 61

Nombre d'absents excusés : 2

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : absent excusé Lafare : pouvoir La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : pouvoir Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO a donné pouvoir à Guy REY - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Yvette GUIOU a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Bruno GANDON - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT a donné pouvoir à Anne-Marie BARDET - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Louis BONNET a donné pouvoir à Gilles VÈVE - Jean-Alain MAZAS a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jean-Paul ANRES a donné pouvoir à Sabine SOL.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Eric UGHETTO.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine TRAMIER

Délibération n°150-15

Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique / Service Environnement & Énergie

Objet : Réalisation d'une carte de bruit et d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement : groupement de commandes – Désignation des représentants de la CoVe

Conseil de Communauté de la CoVe du 12 octobre 2015

Délibération n°150-15

Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique / Service Environnement & Énergie

Objet : Réalisation d'une carte de bruit et d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement : groupement de commandes – Désignation des représentants de la CoVe

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des marchés publics et notamment son article 8,

Vu la Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement,

Vu le Décret du 24 mars 2006, l'arrêté du 04 avril 2006 et les articles L.572-1 à L.572-11 du Code de l'environnement, transposant les dispositions de la directive,

Vu la délibération n°71-14 en date du 30 avril 2014, portant élection des membres de la commission d'appel d'offres permanente de la CoVe ;

Considérant qu'il y a lieu d'élire un représentant titulaire et un représentant suppléant de la CoVe pour constituer la commission d'appel d'offres propre au groupement de commande ;

Considérant l'obligation faite aux communes comprises dans le périmètre d'une agglomération de plus de 100.000 habitants d'établir une carte des bruits et un plan de prévention des bruits dans l'environnement, destiné à éviter, prévenir et réduire la gêne occasionnée par le bruit ambiant liés aux infrastructures de transport terrestre, aux aéroports et aux industries auxquels sont exposés les êtres humains dans les espaces bâtis, les parcs publics, les lieux calmes et près des bâtiments et zones sensibles,

Considérant le transfert de la compétence « lutte contre les nuisances sonores » à la CoVe par ses communes membres,

Considérant que les communes d'Aubignan, Carpentras, Loriol-du-Comtat et Sarrians sont incluses dans le périmètre de l'agglomération d'Avignon et donc soumises à cette obligation,

Considérant l'intérêt pratique et économique de réaliser les cartes de bruit et le plan de prévention en commun avec l'ensemble des communes comprises dans le périmètre de cette agglomération,

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commande à cet effet, dont la Ville d'Avignon est le coordonnateur, selon la formule dite d'intégration partielle,

Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome

Et après en avoir délibéré par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet de convention constitutive du groupement de commande pour la réalisation de cartes de bruit et d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement, coordonné par la Ville d'Avignon, annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention, ainsi que tous actes y afférant.

Article 3 : D'ÉLIRE Monsieur Ghislain GRICOURT, membre titulaire de la commission d'appel d'offres de la CoVe, représentant titulaire et Madame Anne-Marie BARDET, membre titulaire de la commission d'appel d'offres de la CoVe, représentant suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commande pour la réalisation d'une carte de bruit et d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement.

Transmis en Préfecture le : **16 OCT. 2015**

Publication par affichage le **16 OCT. 2015**

Exécutoire le : **16 OCT. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe-ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 16/10/2015

CONVENTION CONSTITUTIVE
D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDE

Article 8 du Code des marchés publics

Entre les soussignés,

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE), représentée par son Président, Francis ADOLPHE, autorisée par délibération du conseil communautaire en date du 12 octobre 2015 ;

La commune d'ALTHEN les PALUDS, représentée par son Maire, Michel TERRISSE, autorisée par délibération du conseil municipal en date du ...

La commune d'AVIGNON, représentée par son Maire, Cécile HELLE, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de BEDARRIDES, représentée par son Maire, Christian TORT, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE, représentée par son Maire, Guy MOUREAU, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de JONQUERETTES, représentée par son Maire, Daniel BELLEGARDE, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de MONTEUX, représentée par son Maire, Christian GROS, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de MORIERES LES AVIGNON, représentée par son Maire, Joël GRANIER, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de PERNES LES FONTAINES, représentée par son Maire, Pierre GABERT, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune du PONTET, représentée par son Maire, Joris HEBRARD, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de SAINT SATURNIN LES AVIGNON, représentée par son Maire, Jean FAVIER, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de SORGUES, représentée par son Maire, Thierry LAGNEAU, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de VEDENE, représentée par son Maire, Joël GUIN, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune des ANGLES, représentée par son Maire, Jean-Louis BANINO , autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de VILLENEUVE LEZ AVIGNON, représentée par son Maire, Jean-Marc ROUBAUD, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de BARBENTANE, représentée par son Maire, Jean-Louis ICHARTEL, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune de CHATEAURENARD, représentée par son Maire, Bernard REYNES, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

La commune d'EYRAGUES, représentée par son Maire, Max GILLES, autorisée par délibération du conseil municipal en date du;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1: LE CONTEXTE GÉNÉRAL

contexte européen

La Directive n°2002/49/CE du 25 juin 2002 vise à instaurer une approche commune de l'exposition au bruit ambiant, pour l'éviter, le prévenir ou en réduire la gêne. Les bruits concernés sont ceux des infrastructures de transports terrestres, des aéroports et des industries, auxquels sont exposés les êtres humains dans les espaces bâtis, les parcs publics, les lieux calmes, et près des bâtiments et zones sensibles (hôpitaux, écoles). En revanche, les bruits dans les lieux de travail, les bruits de voisinage, d'activités domestiques ou d'activités militaires ne sont pas visés. Les États membres devront établir des "cartes stratégiques du bruit" et plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

contexte national

Les articles L. 572-1 à L. 572-11 du Code de l'Environnement, le Décret du 24 mars 2006 et l'Arrêté du 4 avril 2006, relatifs à l'établissement des cartes et Plans de Prévention du bruit dans l'environnement, transposent la directive européenne en droit français. Dans ce cadre, les communes comprises dans le périmètre des agglomérations de plus de 100 000 habitants ont l'obligation de réaliser des cartes de bruit et un Plan de Prévention du bruit dans l'environnement.

présentation de la problématique

Les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit (PPBE) concernent l'intégralité du territoire de l'agglomération. Ils permettent d'une part d'évaluer l'exposition au bruit des populations et d'autre part d'élaborer des plans d'actions en matière de prévention et de réduction du bruit dans l'environnement.

Le territoire concerné est celui des communes incluses dans l'agglomération d'Avignon définie à l'annexe II à l'article R 572-3 du code de l'environnement qui regroupe 22 communes réparties sur 3 départements et 2 régions.

Cependant, le projet de marché en groupement de commandes ne concerne que les communes suivantes:

Pour le département du Vaucluse:

ALTHEN LES PALUDS, AUBIGNAN, AVIGNON, BEDARRIDES, CARPENTRAS, ENTRAIGUES SUR LA SORGUE, JONQUERETTES, LORIOLE DU COMTAT, MONTEUX, MORIERES LES AVIGNON, PERNES LES FONTAINES, LE PONTET, ST SATURNIN LES AVIGNON, SARRIANS, SORGUES et VEDENE.

Pour le département du Gard:

VILLENEUVE LEZ AVIGNON et LES ANGLÉS

Pour le département des Bouches du Rhône:

BARBENTANE, CHATEAURENARD et EYRAGUES

Les bureaux d'études susceptibles d'intervenir dans ce domaine sont largement mobilisés pour établir, à l'échelon national, les documents prévus par la réglementation en vigueur.

Cette situation ne permet pas de respecter les échéances fixées par la Directive européenne du 25 juin 2002.

Face à cette situation, les communes signataires de la présente convention ont décidé de passer un marché sous la forme d'un groupement de commande pour la réalisation des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'environnement (PPBE) des communes concernées.

Le but de ce groupement de commande est d'obtenir une meilleure coordination administrative et technique, de réduire les coûts et les délais de réalisation des études.

La COVE qui possède la compétence « lutte contre les nuisances sonores » représentera les communes membres concernées (AUBIGNAN, CARPENTRAS, LORIOLE DU COMTAT, SARRIANS) au sein du groupement de commande.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de constituer, en application de l'article 8 du code des Marchés publics, le groupement de commande entre les collectivités concernées afin d'en fixer les missions, d'en arrêter l'organisation et de déterminer la répartition financière entre les membres du groupement.

ARTICLE 3 – ÉTENDUE ET DÉFINITION DES BESOINS

Le groupement de commande a pour mission de gérer la préparation, la passation du marché pour la réalisation des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement des communes incluses dans l'agglomération d'Avignon énoncées à l'article 1 de la convention dans un souci de cohérence, de coordination et d'optimisation des dépenses.

La consultation est organisée d'un commun accord entre les signataires. Les signataires de la présente convention s'obligent, pendant toute la durée de la convention, à communiquer l'ensemble des éléments susceptibles d'avoir un impact sur le fonctionnement du groupement et sur l'exécution du marché. Chacun des membres du groupement s'engage notamment à définir ses besoins et à les transmettre au coordonnateur.

Les besoins des membres du groupement font l'objet d'une définition qualitative et quantitative préalable et sont traduits dans les pièces du marché.

Le marché est un marché à procédure adaptée.

Le marché à passer porte sur les prestations suivantes :

- réalisation des cartographies du bruit,
- réalisation des plans de prévention du bruit dans l'environnement,
- mise à disposition de ces données en vue de la concertation et de la communication.

Le marché sera conclu à prix global et forfaitaire. Chaque membre du groupement réglera les prestations le concernant.

La participation financière définitive de chaque membre sera calculée au prorata du nombre d'habitants comme indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

ARTICLE 4 – DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR ET DÉFINITION DE SES ATTRIBUTIONS

La commune d'AVIGNON, représentée par son Maire Mme Cécile HELLE, est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, prenant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Elle sera chargée, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics de :

- piloter l'organisation administrative de la procédure,
- assurer la publication de l'avis d'appel à la concurrence,
- mettre le dossier de consultation à la disposition des entreprises sur une plate-forme de dématérialisation des marchés publics.
- assurer l'envoi des dossiers de consultation des entreprises,
- procéder à la réception et à l'enregistrement des offres,
- organiser les séances de la commission d'appel d'offres du marché,
- coordonner le dépouillement et l'analyse des offres avec l'appui de la direction départementale des territoires,

- présenter l'analyse des offres aux membres du groupement,
- informer les candidats non retenus des résultats de la consultation et obtenir les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents,
- signer le(s) marché (s) issu (s) de la consultation et le(s) notifier au titulaire,
- transmettre aux membres du groupement les pièces nécessaires à l'exécution du marché, notamment pour le contrôle de la bonne exécution du marché,
- assurer la publication de l'avis d'attribution,
- gérer le cas échéant, les contentieux survenus dans le cadre de la procédure de passation des marchés,
- assurer le secrétariat du groupement.

Les membres du groupement conservent la charge d'assurer l'exécution des marchés ainsi conclus, le suivi technique du dossier, chacun pour ce qui le concerne et en particulier :

- la réception des demandes de paiement
- leur vérification,
- le paiement direct des prestations auprès du titulaire

Toutefois, par dérogation à cette répartition des tâches, le coordonnateur sera chargé

- de l'envoi des ordres de service,
- de l'application des pénalités éventuelles,
- de la préparation et conclusion des avenants éventuels, sauf si ces avenants ne concernent qu'une collectivité membre du groupement en particulier. Dans ce cas, le membre du groupement concerné par l'avenant procède à sa conclusion.
- des actes nécessaires à la résiliation éventuelle du marché.

ARTICLE 5 – CHOIX DU CANDIDAT RETENU

Le choix du candidat retenu, à l'issue des procédures de mise en concurrence menées par le coordonnateur, sera effectué par la commission d'appel d'offres.

Une commission d'appel d'offres propre au groupement sera instaurée.

Seront membres de cette commission :

- Un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission de chaque membre du groupement.

La commission ainsi constituée sera présidée par le représentant du coordonnateur.

Pour chaque membre titulaire, un membre suppléant sera prévu par chacun des membres.

Conformément aux règles posées par le Code des marchés publics, le Président de la Commission d'appel d'offres pourra désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres

La commission pourra également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Le comptable du coordonnateur du groupement et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres, lorsqu'ils y sont invités. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Le choix du candidat retenu s'effectuera à partir d'une analyse technique et financière des offres dont il sera rendu compte à l'ensemble des membres du groupement.

La notation des critères de choix des offres préalablement définis, ainsi que le classement qui en découle, sera réalisé par le coordonnateur, soumis pour approbation à l'ensemble des membres du groupement et

présenté à la commission d'appel d'offres dont la composition est fixée ci- dessus.
Ladite commission ne pourra valablement siéger que si au moins 10 membres sont présents.

ARTICLE 6 – DÉPART ANTICIPÉ D'UNE COMMUNE

Les membres signataires de la présente convention s'engagent à payer les prestations du marché qui concernent leur collectivité.

Néanmoins, il est expressément permis à ses membres de sortir du groupement avant le lancement de la procédure de mise en concurrence, formalisée par la publication d'un premier avis d'appel public à la concurrence.

Le retrait se fait au moyen d'un courrier adressé au coordonnateur.

Une collectivité membre ne pourra pas obtenir son retrait du groupement après la signature du marché et demeure tenue de ses engagements financiers issus du marché.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR

En sa qualité de pouvoir adjudicateur, le coordonnateur représente le groupement devant les juridictions compétentes en cas de litige relatif au marché passé en application de la présente convention.

Le coordonnateur est tenu d'une obligation de moyen et ne doit aucune indemnité aux parties contractantes en cas d'avortement des procédures lancées (procédure déclarée sans suite ou infructueuse).

De même, le coordonnateur ne doit aucune indemnité aux signataires de la convention en cas d'annulation, par le juge administratif, de la procédure de mise en concurrence ou de(s) marché(s) conclus dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION DES MARCHÉS

Les membres du groupement procèdent, chacun pour leur part

- à la définition exacte de leur commande finale,
- au paiement des factures,
- à la réception des travaux ou l'admission des prestations et des fournitures,
- à la gestion des problèmes d'exécution.

Dès la phase d'exécution des marchés, les membres du groupement procèdent par contact direct avec le(s) cocontractant(s), cette phase n'étant pas coordonnée.

ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ

Dès lors qu'une acquisition effectuée dans le cadre du groupement confère à son acheteur un droit de propriété, matériel ou immatériel, chaque entité membre du groupement en sera titulaire pour sa part, à hauteur de sa propre commande.

ARTICLE 10 – PARTICIPATION AUX FRAIS DE COORDINATION

La prestation du coordonnateur est assurée à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement de commande. Le coordonnateur n'est pas rémunéré pour sa mission, il ne peut pas quitter le groupement avant la fin de sa mission.

ARTICLE 11 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention, et donc le groupement de commande, prendra effet à la date de signature par les parties et prendra fin à la date d'expiration des marchés correspondants.

Le présent groupement est constitué pour la durée du ou des marché(s) conclus en application de la convention. Les parties sont engagées pour cette même durée.

Fait le

Le Président de la
COVE

Le Maire d' ALTHEN les
PALUDS

Le Maire d' AVIGNON

Francis ADOLPHE

Michel TERRISSE

Cécile HELLE

Le Maire de BEDARRIDES

Le Maire d' ENTRAIGUES
SUR LA SORGUE

Le Maire de JONQUERETTES

Christian TORT

Guy MOURREAU

Daniel BELLEGARDE

Le Maire de MONTEUX

Le Maire de MORIERES LES
AVIGNON

Le Maire de PERNES LES
FONTAINES

Christian GROS

Joël GRANIER

Pierre GABERT

Le Maire du PONTET

Le Maire de SAINT
SATURNIN LES AVIGNON

Le Maire de SORGUES

Alain CORTADE

Jean FAVIER

Thierry LAGNEAU

Le Maire de VEDENE

Le Maire des ANGLES

Le Maire de VILLENEUVE
LEZ AVIGNON

Joël GUIN

Jean-Louis BANINO

Jean-Marc ROUBAUD

Le Maire de BARBENTANE

Le Maire de
CHATEAURENARD

Le Maire d' EYRAGUES

Jean-LOUIS ICHARTTEL

Bernard REYNES

Max GILLES

Marché agglomération Avignon

Tableau répartition des coûts

Communes	Intercommunalité	Population Totale	ICPE	PPBE répartition du coût en %		CBS répartition du coût en %	
				calcul	arrondi	calcul	arrondi
Althen- des Paluds	CCSC	2 742	0	0,9802	1,00	1,0086	1,00
Avignon	Grand Avignon	92 078	19	32,9117	32,90	33,8715	33,90
Bédarrides	CCPRO	5 248	3	1,8760	1,90	1,9305	1,90
Entraigues-sur-la-Sorgue	Grand Avignon	8 067	4	2,8838	2,90	2,9675	3,00
Jonquerettes	Grand Avignon	1 377	0	0,4922	0,50	0,5065	0,50
Monteux	CCSC	11 306	11	4,0410	4,00	4,1589	4,20
Morières-lès-Avignon	Grand Avignon	7 886	1	2,8191	2,80	0	0
Pernes-les-Fontaines	CCSC	10 746	7	3,8415	3,80	3,9529	4,00
Le Pontet	Grand Avignon	17 096	13	6,1115	6,10	6,2888	6,30
Saint-Saturnin-lès-Avignon	Grand Avignon	4 903	0	1,7527	1,80	1,8036	1,80
Sorgues	CCPRO	18 410	23	6,5813	6,60	6,7722	6,80
Vedène	Grand Avignon	10 926	8	3,9059	3,90	4,0192	4,00
COVE Aubignan Carpentras Loriol-du-Comtat Sarrians Total COVE	COVE	5 309 29 915 2 449 5 924 43 597	1 9 2 1 13	15,5853	15,60	16,0374	16,00
Les Angles	Grand Avignon	8 492	8	3,0357	3,00	3,1238	3,10
Villeneuve-lès-Avignon	Grand Avignon	12 746	1	4,5565	4,60	4,6887	4,70
Barbentane	Terre de Provence	4 088	0	1,4614	1,50	1,5038	1,50
Châteaurenard	Terre de Provence	15 817	5	5,6543	5,60	5,8183	5,80
Eyragues	Terre de Provence	4 206	1	1,5035	1,50	1,5472	1,50
		279 731	117		100,00		100,00

Population sans Morières-les-Avignon: 271 845 dont 43 597 dans la COVE

Population communale: population totale INSEE au 01/01/2014